

Plus de 11 millions d'étudiants et d'élèves ont rejoint leurs établissements

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4584 - Lundi 24 septembre 2018 - Prix : 10 DA

Cambriolages à Béjaïa
Un gang de dix personnes démantelé

Page 24

Après les inondations à Constantine et à Tébessa

Necib tente de rassurer les habitants de la capitale

Page 3

Une réunion de routine attentivement suivie

Par Mohamed Habili

La réunion hier à Alger des représentants de l'Opep et non-Opep étant purement technique n'aurait pas suscité grand intérêt n'était le contexte particulier dans lequel elle se déroule. Elle ne constitue en effet ni un sommet ni une assemblée ordinaire puisqu'elle était programmée pour regrouper les seuls membres du comité mixte de suivi relativement à des décisions prises antérieurement, en matière de niveau de production globale et de quotas notamment. Il ne fallait donc pas s'attendre à ce qu'elle débouche sur quoi que ce soit de spectaculaire. Il n'empêche, le fait qu'elle intervienne à peu d'intervalle de la date fatidique du 4 novembre marquant le début des sanctions américaines touchant les ventes du pétrole iranien lui confère évidemment une toute autre dimension. Sans cette perspective, le président américain n'aurait d'ailleurs pas pensé à émettre un message intimant l'ordre aux participants de se saisir de cette occasion pour diminuer les prix, dès à présent trop élevés à son goût. En fait, cette interférence trahit sa crainte que les sanctions contre l'Iran, dont il est le premier responsable, se traduisent par une telle hausse du prix du baril que le monde entier parlerait d'une seule voix pour lui demander de les lever. Un baril à 100 dollars, ce qui à première vue ne semble excessif à personne, ferait peut-être plus de mal à l'économie mondiale qu'à l'Iran, dont tout indique qu'il continuerait à écouler au moins en partie sa production.

Suite en page 3

Guitouni souhaite pérenniser la coopération Opep-non Opep

La problématique de l'Iran reportée à décembre



La question du quota iranien n'a pas été évoquée durant cette 10^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et non Opep (JMMC) qui s'est tenue hier à l'hôtel El Aurassi-Alger, à l'issue de laquelle il a été décidé du maintien, jusqu'en 2019, du niveau de production actuelle de pétrole.

Lire page 2

Commandement de la 3^e RM

Gaïd Salah installe le général-major Mostefa Smaali dans ses nouvelles fonctions

Page 4

Arts plastiques

Le grand miniaturiste Adjaout expose à Alger

Page 13

Guitouni souhaite pérenniser la coopération Opep-non Opep

La problématique de l'Iran reportée à décembre

■ La question du quota iranien n'a pas été évoquée durant cette 10^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et non Opep (JMMC) qui s'est tenue hier à l'Hôtel El Aurassi-Alger, à l'issue de laquelle il a été décidé du maintien, jusqu'en 2019, du niveau de production actuelle de pétrole.

Par Lynda Naili

A l'issue de la 10^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et non Opep (JMMC), juste avant l'hommage rendu au Président Abdelaziz Bouteflika par l'Opep, à l'occasion du 2^e anniversaire de l'Accord d'Alger de 2016, Khaled El Falah, ministre de l'Energie saoudien et président actuel du JMMC, indiquera à la presse que «de bonnes résolutions ont été prises durant cette rencontre», parmi elles celle du «maintien des niveaux de production de pétrole jusqu'en 2019». Indiquant ainsi que la question du quota pétrolier de l'Iran, qui n'a pas été à l'ordre du jour de cette rencontre, a été reportée à la prochaine réunion de l'Opep, en décembre prochain à Vienne. Auparavant, Mustapha Guitouni, ministre de l'Energie, à l'ouverture de cette 10^e réunion du JMMC, a plaidé pour la pérennisation de la coopération Opep-non Opep. «Il est de l'intérêt des producteurs, de l'industrie pétrolière et des consommateurs de capitaliser leurs efforts positifs et d'assurer une transition souple afin de ne pas déstabiliser le retour en cours à l'équilibre du marché», a-t-il affirmé. A présent, poursuivra-t-il, c'est aux membres du comité d'envisager les voies et moyens de «pérenniser notre coopération et de maintenir les bases d'un dialogue permanent non seulement entre les pays Opep et non Opep mais également, et surtout, entre les pays producteurs et consommateurs». En outre, estimant que la Déclaration de coopération Opep et non Opep adoptée par 25 pays producteurs de pétrole, issue de l'Accord historique d'Alger qui en septembre 2016 en a posé les fondements, «est un succès remarquable et historique», il dira que les travaux du JMMC et de son organe technique, le JTC, «sont l'expression de cette bonne gouvernance qui

donne au marché pétrolier une visibilité nécessaire et plus de transparence, notamment sur le niveau mensuel d'offre des 25 pays signataires de l'Accord d'Alger».

Le président du JMMC : pour une stratégie garantissant des approvisionnements sans coupures

Pour sa part, prenant la parole, Khaled El Falah, président du JMMC et également ministre saoudien de l'Energie, a pour sa part appelé pour «une stratégie devant anticiper sur l'équilibre de l'offre et de la demande du marché, en garantissant des approvisionnements sans coupures et éviter l'anxiété d'une éventuelle perturbation ou d'une crise». A ce titre, manifestant sa satisfaction quant au travail effectué jusque-là entre les producteurs Opep et non Opep, il se dira confiant quant à l'offre de pétrole qui, selon lui, est tributaire de «mesures appropriées prises pour le long terme, à même de maintenir la stabilité du marché mondial, le dialogue entre les parties prenantes ainsi que la stabilité au sein de l'Opep». Des mesures, selon lui, dictées par le contexte géopolitique du moment, miné notamment par les menaces et sanctions américaines contre l'Iran qui devraient prendre effet le 4 novembre prochain, la baisse de la production au Venezuela, l'instabilité en Libye. «Je demeure confiant qu'il y ait suffisamment d'offre en prenant des mesures appropriées pour le long terme», a-t-il affirmé. En outre, soulignant, lui aussi, le rôle de l'Algérie «sous le leadership du Président Bouteflika» à travers ses «engagements» dans le cadre de l'Opep, dans son évaluation de la situation actuelle du marché pétrolier à deux années de la mise en œuvre de l'Accord d'Alger, le président du JMMC considérera que «la balance des offres et demandes est toujours satisfai-

sante, et nous essayons de produire au moment opportun». Poursuivant dans la lancée, il dira : «Nous sommes conscients que la stabilité du marché est d'une importance capitale pour la prospérité de nos économies qui demandent de plus en plus d'hydrocarbures», cependant, ajoutera-t-il, «le pétrole ne doit pas être un facteur de blocage de cette croissance en dépit des problèmes qui minent le marché». Et de constater, dans ce contexte, une croissance de la demande de pétrole estimée à 1,5 million de barils/jour pour cette année et l'année prochaine. Ce qui, dira-t-il, «nécessite une certaine prudence compte tenu des fluctuations et des perspectives globales et de paramètres géopolitiques et macroéconomiques». Ceci avant d'évoquer les indicateurs de la tendance générale du marché pétrolier qui, dira-t-il, selon l'inventaire de l'OCDE, est pour l'instant rassurant pour les cinq années à venir. Une assurance qu'il justifiera en raison du «taux des investissements dans l'industrie pétrolière en croissance également».

Al Mazrouei, président de l'Opep : «Nous ne sommes pas concernés par les pressions extérieures»

De son côté, Suhail Al Mazrouei, président actuel de l'Opep et ministre de l'Energie et de l'Industrie des Emirats arabes unis, a déclaré que «l'Opep n'est pas une organisation politique, ni un cartel, nous ne sommes pas concernés par les pressions extérieures (ndrl : américaines), notre rôle n'est de réguler les prix mais d'assurer l'équilibre du marché pétrolier ainsi que l'engagement des parties prenantes de l'accord d'Alger de 2016», a-t-il assuré. A ce titre, relevant le «rôle catalyseur de l'Algérie depuis le début, notamment dans les moments difficiles du marché pétrolier», ainsi que «le soutien



Photo: Soravaj. A.

du Président Bouteflika à l'Opep», Suhail El Mazrouei a appelé les membres du JMMC à «continuer à travailler ensemble», à «maintenir la confiance établie» depuis l'Accord d'Alger afin d'«apporter le leadership au sein des pays membres» dudit comité. Et de poursuivre à ce sujet : «C'est à nous de changer la tendance du marché et d'agir pour la stabilisation du marché». Affichant sa satisfaction de l'évolution actuelle du marché pétrolier, il dira avoir aujourd'hui «plus d'espoir» pour «contrôler et garder cet équilibre encore longtemps». Et d'annoncer, dans ce contexte, que «la poursuite des efforts du comité devrait aboutir à une charte qui donnera les garanties nécessaires tant pour le marché que pour l'économie globale». En outre, soulignant «la transparence de l'Opep», il assurera : «Nous allons donner

forme à ce rassemblement à travers des mesures à même d'atteindre les objectifs assignés». «Travaillons ensemble, continuons le voyage ensemble pour relever les défis», a-t-il conclu. Alexandre Novak, ministre de l'Energie russe, qualifiant d'«approche responsable» la démarche du JMMC, a fait part de «la conformité» et de la «solidarité des pays membres de l'Opep et non Opep qui ont créé un environnement favorable» en vue de la stabilité du marché pétrolier.

«Une stabilité dont le maintien est d'une importance capitale», a-t-il affirmé. Pour cela, il estimera nécessaire de consolider «la configuration actuelle du groupe Opep/Non Opep en vue de faire face au défi actuel et de pérenniser la plateforme de discussion actuelle ainsi que les instruments créés et ce, dans l'intérêt global».

L. N.

Pour ses efforts en faveur d'un marché pétrolier stable L'Opep rend hommage au Président Bouteflika

UN HOMMAGE a été rendu, hier à Alger, par l'Opep au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en marge de la réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'Accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC), et ce, pour ses efforts engagés en faveur d'un marché pétrolier stable, garantissant les intérêts à la fois des producteurs et des consommateurs. Coïncidant avec la célébration du deuxième anniversaire de l'Accord d'Alger de septembre 2016, cet hommage se veut une reconnaissance de la sagesse et des efforts du Président Bouteflika à travers des actions de concertation et de dialogue en direction de pays producteurs de pétrole y compris non-Opep, en vue de soutenir les prix du pétrole. Le chef de l'Etat avait joué un rôle majeur dans la conclusion de l'accord en septembre 2016 à Alger pour la réduction de la production. En effet, une démarche consensuelle avait été initiée dès février 2015 par le Président Bouteflika qui avait dépêché alors plusieurs ministres portant des messages aux pays producteurs de pétrole pour rétablir l'équilibre du marché pétrolier. Ce qui avait été suivi par des visites effectuées au cours de l'année 2016 en Algérie, par des présidents, des chefs de gouvernement et des ministres de l'Energie de pays producteurs de pétrole pour se concerter avec le président de la République, afin d'identifier les voies et moyens de stabiliser les cours du brut sur le marché international. **APS**

Le quota de l'Iran pas à l'ordre du jour

ABORDÉ avant l'ouverture des travaux de la 10^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays de l'Opep et non Opep (JMMC), Hossein Kazem pour Ardebil, gouverneur iranien à l'Opep, en l'absence du ministre iranien de l'Energie à cette rencontre, interrogé sur le devenir du quota pétrolier de son pays a affirmé que «la question du quota iranien n'est pas à l'ordre du jour de cette réunion». Selon lui, son pays «ne voit pour l'heure aucun problème sur cette question».

Ahmed Ouyahia pour «un juste prix pour le baril de pétrole»

Au nom du président de la République, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, outre de remercier l'Opep pour l'hommage qui lui a été réservé à l'occasion du 2^e anniversaire de l'Accord historique d'Alger de 2016, a salué «les délibérations du JMMC», tout en émettant son souhait que ses «conclusions contribueront à garantir de manière stable et durable, un juste prix pour le baril de pétrole sur le marché international». Ceci avant un rappel historique relatant la création de l'Opep, notamment l'adhésion en 1969 de l'Algérie et les différentes actions menées par Abdelaziz Bouteflika, d'abord ministre des Affaires étrangères puis président de la République algérienne «pour le droit des pays producteurs de matières premières à en tirer un juste prix au service de leur développement respectif».

L. N.

Éducation, université et formation professionnelle

Plus de 11 millions d'étudiants et d'élèves ont rejoint leurs établissements

■ Les vacances prennent fin et l'heure de la rentrée sociale a sonné. Éducation nationale, enseignement supérieur et formation professionnelle, les cours ont repris. Une reprise marquée, cette année, par des mesures visant à promouvoir la qualité de l'enseignement et améliorer les conditions d'accueil.

PH. R.



Par Meriem Benchaouia

Acet effet, plus de 11 millions d'étudiants et d'élèves ont rejoint les bancs de leurs établissements. En matière d'enseignement supérieur, plus de 265 000 nouveaux étudiants ont intégré le 16 septembre les universités du pays qui accueillent un total de 1,7 million d'étudiants. Cette population estudiantine est notamment répartie sur 50 universités, 13 centres universitaires, 32 écoles supérieures et 51 établissements affiliés à d'autres secteurs mais pédagogiquement soumis au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. En prévision de la rentrée universitaire, les capacités d'accueil et niveau de prestations ont été renforcés, atteignant les 1 452 000 places pédagogiques, alors que les capacités d'hébergement ont été portées à 629 500 lits. Le ministre de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a indiqué que son département a mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires à la réussite de la rentrée universitaire, ajoutant que «*même si la répartition des capacités disponibles n'était pas égale, le secteur ne devrait pas être confronté à de grandes contraintes dans la plupart des cités universitaires, en dépit de l'augmentation des flux successifs d'étudiants*». Le ministre a fait état, par ailleurs, de la révision graduelle du système d'orientation en vue de son amélioration en termes de satisfaction individuelle et collective quant à ses résultats, et ce en adoptant le principe de l'équité et du mérite.

Éducation nationale: atteindre les plus hautes normes de qualité

Dans le secteur de l'éducation nationale, quelque 9 millions d'élèves ont rejoint le 5 septembre les bancs de l'école. Répartis sur les cycles préparatoires (5,8%), primaire (48,8%), moyen (31,7%), et secondaire (13,7%), ces élèves sont encadrés par 749 232 fonctionnaires au niveau de 27 000 établissements éducatifs, dont 89,9% appartiennent à l'encadrement pédagogique. La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, a affirmé que la nouvelle année scolaire sera celle de «*la formation par excellence*» en vue d'atteindre «*les plus hautes normes de qualité dans l'éducation et l'enseignement*». La ministre a précisé que la dynamique sur laquelle reposait le secteur de l'Éducation nationale consistait en la mise en œuvre des trois objectifs définis lors des deux conférences nationales d'évaluation et de soutien à la réforme de l'école, organisées en juillet 2014 et 2015. Il s'agit, a-t-elle rappelé, de la refonte pédagogique, de l'amélioration de la gouvernance de l'école et du renforcement de la place et de l'importance de la formation.

Elle a souligné, dans ce sens, que «*l'école de qualité passe par la mise en œuvre de l'objectif de professionnalisation des pratiques d'enseignement et de gestion*». «*Une école de qualité est une école qui est au service des apprentissages des élèves*», a-t-il affirmé.

Formation professionnelle: Le rôle intégrateur s'affirme de plus en plus

La rentrée de la formation et de l'enseignement professionnels, dont le coup d'envoi a été donné hier dans la wilaya de Rélizane, est marquée, pour sa part, par une offre de quelque

400 000 postes de formation, couvrant 23 branches professionnelles, au sein de près de 1.300 établissements publics. Comparativement à l'année passée, 67 nouveaux établissements entrèrent en fonction, parmi lesquels 13 instituts nationaux spécialisés (INSFP), 24 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) et 3 instituts de l'enseignement professionnel (IEP).

L'ensemble de ces établissements seront encadrés par plus de 28 000 enseignants-formateurs.

En matière d'offres de formation, 478 spécialités sont proposées aux demandeurs de formation et une nouvelle branche, Art, Culture et Patrimoine, a été introduite, dans la nomenclature des branches professionnelles. Les nouvelles règles sur l'apprentissage permettront, d'autre part, et conformément aux objectifs fixés, d'atteindre, en 2019, la formation en apprentissage de 60% des inscrits à un diplôme. Dans ce cadre, plus de 120 000 postes d'apprentis sont déjà programmés pour cette rentrée et «*ce chiffre peut être revu à la hausse en cas de besoins, grâce au partenariat qui se renforce avec le monde économique*», a indiqué le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebariki. Evoquant le rôle intégrateur, tant économique que social, du secteur, qui s'affirme de plus en plus, le ministre a déclaré que son département s'attelle à «*prendre en charge les besoins en ressources humaines nécessaires au fonctionnement de l'entreprise et du développement économique et à répondre à la demande sociale de formation professionnelle aux côtés des autres segments du système éducatif national*».

M. B.

Après les inondations à Constantine et à Tébessa

Necib tente de rassurer les habitants de la capitale

Selon le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib «*la capitale est à l'abri des inondations et totalement sécurisée contre les aléas de ce phénomène naturel, et cela grâce aux infrastructures hydrauliques et à l'aménagement des oueds*».

Ce mois-ci, les inondations ont fait à ce jour, trois morts, deux à Constantine et un à Tébessa et plus de 29 personnes ont été blessées. Ce phénomène a aussi engendré des dégâts aux habitations et équipements publics dans plusieurs villes du pays, dont Constantine, Naama, Tébessa... Après cette catastrophe que les walis et les chefs de daïra et les élus locaux pouvaient facilement éviter en lançant tôt l'aménagement des oueds et prendre en charge la collecte des déchets ménagers, l'aménagement des espaces verts, des routes et autres en prévi-

sion de l'hiver et non pas après le fait accompli, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a voulu rassurer les habitants de la capitale indiquant, lors d'une visite d'inspection des projets relevant de son secteur au niveau de la wilaya d'Alger, que la capitale est sécurisée contre les aléas et les risques des inondations grâce notamment aux infrastructures hydrauliques et à l'aménagement des oueds dont oued El Harrach et oued Ouchaiah, dans la banlieue Est d'Alger. «*Toutes les infrastructures réalisées à Alger ces dernières années ont permis de sécuriser totalement la capitale du phénomène des inondations*», a affirmé le ministre qui a inspecté le projet d'aménagement hydraulique de oued El Harrach, portant réalisation et équipement d'une station de pompage d'une capacité journalière de 90 000 m³, la pose

d'une conduite de refoulement et la fourniture et installation des équipements électriques de mesure et de contrôle. Ce projet qui devra être réceptionné en avril 2019 permettra, selon le ministre, de réduire les risques d'inondations et offrir des possibilités de réutilisation des eaux notamment dans l'irrigation des espaces verts de la capitale. A se propos, en réponse à une question de la presse sur les dernières inondations qui ont touchés notamment les wilayas de Constantine et Tébessa, Necib a dit que «*le dérèglement climatique a entraîné des pluies orageuses violentes intervenantes en ce début d'automne*». Il a rappelé, à ce titre, qu'un plan national pour la sécurisation des villes contre les inondations et l'aménagement des oueds est mis en place.

Thinhine Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Une réunion de routine attentivement suivie

Suite de la page une

Ce que Donald Trump veut, c'est d'une part diminuer l'offre mondiale de toute la production iranienne, et de l'autre non pas seulement garder les prix inchangés, mais encore les faire baisser. Il compte pour cela en priorité sur l'Arabie saoudite, mais non moins sur les autres gros producteurs du Golfe. Et pour leur montrer qu'il ne plaisante pas, qu'il tient bel et bien à être écouté, il leur a rappelé sans ménagement aucun pour leur amour-propre que sans la protection que leur procure son pays, il y a belle lurette qu'elles auraient cessé d'exister. Quelle meilleure preuve qu'il redoute par-dessus tout que les sanctions contre l'Iran se retournent contre lui, lui en premier, que ce langage blessant pour des alliés ? Maintenant, il est bien vrai qu'il n'a pas utilisé ce genre d'argument avec les seules monarchies du Golfe, il l'a fait également avec des alliés européens, avec l'Allemagne notamment, à laquelle il avait aussi rappelé combien elle était dépendante en termes de sécurité. Les plus gros acheteurs du pétrole iranien étant la Chine et l'Inde, deux pays particulièrement jaloux de leur indépendance, on voit mal comment sa politique de sanctions puisse déboucher sur les résultats escomptés. Qui plus est, l'Iran n'est pas un pays isolé, ni dans sa région ni dans le reste du monde. Dans le monde d'aujourd'hui en effet, un pays isolé est un pays mort, ainsi que l'a amplement prouvé et l'exemple libyen et le contre-exemple syrien. Davantage peut-être celui-ci que celui-là. Or il y a autre chose, à savoir que si dans le cas peu probable, l'Iran malgré tout n'arrive plus du tout à écouler sa production, le plus probable est qu'il fera comme il a dit : il bloquera le détroit d'Ormuz pour empêcher le passage du pétrole de ses ennemis dans la région. Dans ce cas, ce n'est pas à 100 dollars que le baril montera mais à bien plus. Car il faut toujours compter avec la spéculation et les anticipations pour amplifier démesurément la crainte d'une pénurie de pétrole.

M. H.

Commandement de la 3^e RM

Gaïd Salah installe le général-major Mostefa Smaali dans ses nouvelles fonctions

■ «Au nom de son Excellence, Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 16 septembre 2018, j'installe officiellement le général-major Mostefa Smaali, Commandant de la 3^e RM, en succession au général-major Saïd Chenagriha, nommé Commandant des Forces terrestres», a affirmé le général de corps d'Armée.

Ph.D. R.



Par Selma B.

Le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé hier la cérémonie d'installation du nouveau Commandant de la 3^e Région militaire à Béchar, le général-major Mostefa Smaali, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Au nom de son Excellence, Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 16 septembre 2018, monsieur le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a présidé, ce matin dimanche 23 septembre 2018, la cérémonie de passage de pouvoir et l'installation du général-major Mostefa Smaali dans les fonctions de commandant de la 3^e RM Béchar, en succession au général-major Saïd Chenagriha, nommé Commandant des Forces terrestres», précise la même source. «A l'entame et à l'issue de la cérémonie d'accueil à l'entrée du siège du Commandement de la Région, le général de corps d'Armée a observé un moment de recueillement sur l'âme du chahid Mostefa Ben Boulaid, dont le nom est porté par le siège du Commandement de la Région, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorant sa mémoire et a récité la Fatiha sur son âme et sur celles de nos valeureux chouhada», ajoute le communiqué du MDN. Par la suite et devant les carrés de formations alignées à la place d'armes, le général de corps d'Armée a annoncé l'installation officielle du général-major Mostefa Smaali, nouveau Commandant

de la 3^e Région militaire et lui a remis l'emblème national.

«Au nom de son Excellence, Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du 16 septembre 2018, j'installe officiellement, le général-major Mostefa Smaali, Commandant de la 3^e RM, en succession au Général-Major Saïd Chenagriha, nommé Commandant des Forces terrestres», a affirmé Le général de corps d'Armée.

Après l'approbation du procès-verbal de la passation de pouvoir, le général de corps d'Armée a tenu une rencontre avec le Commandement et les cadres de la Région au cours de laquelle il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence à toutes les unités des 3^e et 2^e Régions militaires et à travers laquelle il a rappelé «le haut professionnalisme dont jouit aujourd'hui le corps de bataille de l'ANP qui est le fruit du soutien particulier accordé par le Haut commandement, ces dernières années, à son développement et à sa modernisation afin de le hisser aux niveaux aspirés, aussi bien en termes d'état-prêt opérationnel et de qualité de préparation et de formation qu'en termes d'emploi rationnel des moyens modernes mis à disposition».

Bordj Badji Mokhtar Découverte d'un pistolet mitrailleur et de munitions

UN PISTOLET mitrailleur et un chargeur garni de munitions ont été découverts samedi, lors d'une patrouille menée à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a arrêté, à In Guezam, quatre orpailleurs et saisi deux détecteurs de métaux, deux marteaux piqueurs et trois motocyclettes». En outre, un autre détachement de l'ANP a «appréhendé deux narcotrafiquants, en possession de 10,3 kilogrammes de kif traité, à Biskra».

K. L.



«Le travail laborieux que nous avons veillé à adopter au sein de l'ANP a laissé des marques concrètes, gravées sur le registre des résultats réalisés sur le terrain durant ces dernières années, au niveau de l'ensemble des composantes de nos Forces armées, ce qui a manifestement et positivement influencé le parcours de développement adopté», a-t-il souligné.

«Nous étions convaincus au sein de l'ANP, tout en exerçant sous le commandement clairvoyant et avec les orientations de son Excellence, Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, que l'état-prêt au combat aspiré à des exigences bien évidentes, que nous avons veillé à réunir dans les normes requises, comme nous avons veillé à faire prendre conscience au personnel militaire, là où il se trouve, que cette patrie dont la terre est notre demeure, mérite de son Armée d'atteindre toutes les capacités nécessaires permettant de conjuguer objectivement entre la grandeur des missions assignées et l'ampleur des efforts qui doivent être consentis au service de l'Algérie et sa sécurité nationale», a affirmé le général de corps d'Armée.

«Dans ce contexte précisément, nous considérons que l'aboutissement de nos efforts sincères aux objectifs tracés et aspirés au profit de l'Algérie, terre et peuple, est le témoin-phare du degré de persévérance qui anime la ferveur de tous les per-

sonnels militaires, à tous les niveaux et dans toutes leurs catégories, en 3^e Région militaire comme dans les autres Régions», a-t-il ajouté.

S. B./APS

DIVECO-2 à Ouargla

Session de formation sur la reproduction de poissons d'eau douce

Une session de formation sur la reproduction de poissons d'eau douce a été lancée hier à Ouargla, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'appui à la Diversification et de l'économie en Algérie pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture (DIVECO-2), a-t-on appris auprès des organisateurs. Encadrée par deux experts de DIVECO-2, cette session de formation, qu'abrite durant une quinzaine de jours (23 septembre-6 octobre) la station expérimentale de l'aquaculture saharienne, située dans la commune de Hassi Benaballah (Est de Ouargla), est composée d'une série d'ateliers de formation théoriques et pratiques, a indiqué à l'APS le chef de la station expérimentale relevant du Centre national de recherche en pêche et aquaculture (Cnrpda). Elle se déroule avec la participation d'une vingtaine de participants, dont des cadres, des techniciens et des professionnels issus de différentes wilayas, à l'instar de Ouargla, Tipaza, Relizane et Khenchela, a précisé Mohamed Hamidat. La session vise essentiellement à acquérir un savoir-faire dans le domaine de la production d'alevins de poissons en eaux douces, notamment le poisson-chat atri-

cain (*Claris gariepinus*) et le Tilapia du Nil (*Oreochromis niloticus*), à travers l'amélioration des connaissances techniques liées à la reproduction naturelle et artificielle de ces espèces, tout en contribuant au développement de la productivité aquacole, a-t-il expliqué. Financé par l'Union européenne, à hauteur de 15 millions d'euros, le programme DIVECO-2, qui s'inscrit dans le cadre du plan national Aquapêche-2020 initié par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a pour objectif d'augmenter la diversification économique du pays à travers le développement durable et l'amélioration des performances économiques du secteur de la pêche et de l'aquaculture, a-t-on fait savoir. Le renforcement des capacités d'encadrement et de gestion devant contribuer à la consolidation d'une stratégie pertinente, la promotion des filières de la pêche et de l'aquaculture et la consolidation des capacités des organisations professionnelles, telles que les chambres de wilayas et inter-wilayas, sont, entre autres, des résultats attendus de ce programme, selon la même source.

Samia H.

Russie

L'économie rattrapée par l'inflation

■ La Banque centrale de Russie vient d'augmenter son taux pour contrer la chute du rouble et la hausse des prix. Au risque de freiner les investissements et une croissance qui ne parvient pas à décoller.

Par Faiza O.

Face à la baisse du rouble et la reprise de l'inflation, la Banque centrale de Russie a fini par prendre la décision rendue inéluctable par la détérioration de la conjoncture économique ces dernières semaines : pour la première fois en quatre ans, elle a relevé dernier son taux directeur. Une mesure provoquée par «des changements dans les conditions extérieures ayant fait sensiblement augmenter les risques inflationnistes», a expliqué la banque centrale pour justifier la hausse de 7,25 à 7,5% de son principal taux. Quelques jours avant, les statistiques officielles venaient de confirmer la hausse des prix qui, après avoir atteint un plus bas à 2,2% en début d'année, a rebondi à 3,1% sur un an en août. Cette reprise devrait se poursuivre – avec un taux d'inflation de 5% à 5,5% d'ici à la fin 2019 selon la banque centrale – car pour couvrir les hausses de dépenses sociales et militaires, entre autres, la TVA passera de 18% à 20% au 1^{er} janvier. Une mesure impopulaire annoncée au début de l'été afin de



dépendantes des hydrocarbures (30% du PIB, 50% du budget).

Favoriser la croissance plus que la stabilité

«Cette baisse du rouble a servi beaucoup de monde... mais pas la population ni les industriels qui, avec la reprise de l'inflation et la hausse des taux, vont en faire les frais», soulignait un expert, un libéral proche du pouvoir, au forum économique de Vladivostok. Il fait partie de ceux qui voudraient voir le gouvernement et la banque centrale abandonner la priorité donnée à la stabilité à tout prix au profit de politiques favorisant davantage la croissance. La hausse des taux va désormais geler un peu plus les investissements, traditionnel point faible de l'économie russe, à un moment où le pays est déjà menacé de stagnation. Le gouvernement vient d'ailleurs d'abaisser sa prévision de hausse du PIB à 1,8% pour 2018 et à 1,3% pour 2019. Lundi, de nouveaux chiffres ont montré que la croissance de la production industrielle avait ralenti en août (+2,7% contre +3,9% les mois précédents). En reprise depuis la récession de 2015-2016, la Russie reste en fait bloquée sous le seuil de 2% de croissance, loin des objectifs de 4% du Kremlin.

F. O./AFP

financer les promesses de campagne de Vladimir Poutine lors de sa réélection en mars au Kremlin. De quoi mettre à mal l'objectif officiel d'une inflation limitée à 4%. La hausse des prix est, pour le moment, le résultat direct de la baisse du rouble qui a renchéri les importations. Depuis juillet, la devise russe a perdu près de 8% de sa valeur

face à l'euro et au dollar. Les autorités évoquent les méfaits des nouvelles sanctions américaines, des guerres commerciales et l'effondrement de la livre turque. Mais si les causes de ce déclin comme de la plupart des troubles de l'économie russe sont multiples, elles sont avant tout internes au pays. C'est la banque centrale qui, cet

été, a elle-même entretenu la baisse de la devise : avec la hausse du cours pétrolier, elle a accumulé des surplus de revenus qu'elle s'est empressée de convertir en dollars. La chute du rouble a fait de nombreux heureux, non seulement les pétroliers vendant leurs barils en dollars mais aussi l'Etat dont les finances sont toujours aussi

Antidumping américain

L'OMC va se prononcer sur la demande de sanctions de Pékin

L'OMC va se prononcer sur une demande de la Chine qui veut imposer aux Etats-Unis des sanctions de plus de 7 milliards de dollars par an, dans un litige vieux de cinq ans portant sur des mesures antidumping prises par Washington. La décision a été prise vendredi lors d'une réunion spéciale de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce, durant laquelle la Chine a officiellement demandé de pouvoir imposer ces sanctions, évaluées à 7,043 milliards de dollars par an. «Cet arbitrage a été automatiquement déclenché après que les Etats-

Unis aient informé l'OMC qu'ils s'opposaient au niveau de représailles proposées par la Chine», selon une source proche de l'OMC. Les conclusions de cet arbitrage ne devraient toutefois pas être connues avant plusieurs mois. Le litige remonte à décembre 2013 lorsque la Chine avait déposé plainte auprès de l'OMC pour contester la manière dont l'administration américaine détermine si des exportations sont mises sur le marché américain à des prix abusivement bas, constituant du dumping. Les droits antidumping sont autorisés par l'OMC, mais ils sont soumis à certaines conditions et font

donc souvent l'objet de contestations. Dans le cas présent, la Chine, dans sa plainte, avait accusé Washington d'appliquer en violation avec les règles de l'OMC, pour évaluer une éventuelle situation de dumping, la méthode dite de la «réduction à zéro», où le prix des importations est calculé à partir de leur valeur habituelle aux Etats-Unis. Le 19 octobre 2016, un panel (tribunal d'experts) de l'OMC avait donné raison à la Chine sur certains points, notamment sur cette méthodologie dite de la «réduction à zéro». Les Etats-Unis, qui ont perdu à plusieurs reprises dans de précédents dossiers

portant sur cette méthode de calcul, ont affirmé en juin 2017 vouloir mettre en œuvre les recommandations du panel tout en affirmant avoir besoin d'un «délai raisonnable», à la suite de quoi l'OMC avait fixé la date butoir du 22 août 2018. Les règles de l'OMC prévoient que si, dans les vingt jours suivant la date à laquelle le délai raisonnable est venu à expiration, les parties ne sont pas convenues d'une compensation satisfaisante, le plaignant peut demander à l'OMC l'autorisation d'imposer des sanctions commerciales.

F. Y.

Afrique du Sud

Le président annonce une série de mesures pour «stimuler» l'économie en récession

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a présenté une série de mesures pour relancer l'économie de son pays en récession, dont un assouplissement des règles d'obtention des visas pour stimuler le tourisme et un programme d'infrastructures. Le «plan de stimulation et de relance de l'économie», dévoilé vendredi, vise «à restaurer la confiance des investisseurs, éviter de nouvelles suppressions de postes et créer de nouveaux emplois», a expliqué à Pretoria le président Ramaphosa. La première puissance économique du continent affiche un taux de chômage de plus de 27%. Ce plan ne se traduira pas par une augmentation des dépenses

publiques mais par «une révision des priorités du budget actuel» qui portent sur «environ 50 milliards de rands» (3,5 milliards de dollars, 2,9 milliards d'euros), a précisé le chef de l'Etat. Pour encourager le tourisme et faciliter les affaires, M. Ramaphosa veut assouplir les réglementations pour les mineurs et les visas de personnes hautement qualifiées, et réviser la liste des pays soumis à l'obtention d'un visa pour entrer en Afrique du Sud. Actuellement, les familles qui souhaitent se rendre en Afrique du Sud doivent fournir un certificat de naissance complet des enfants mineurs qui les accompagnent. «Le tourisme continue à être un formidable créateur

d'emplois et, avec ces mesures, nous sommes confiants qu'encore plus de touristes se rendront en Afrique du Sud», a dit M. Ramaphosa. Il a également promis «une série de mesures de soutien aux agriculteurs noirs» et la mise en place d'un fonds pour la création et le soutien aux entreprises dans les townships et les zones rurales. Dans le secteur de la santé publique en pleine crise, 2 200 postes médicaux vont être pourvus «immédiatement». Le président a enfin annoncé la création d'un fonds pour les infrastructures d'un montant de plus de 400 milliards de rands (28 milliards de dollars, 24 milliards d'euros), qui reste à financer notamment avec l'appui

de partenaires privés. Ce fonds doit permettre de construire des routes, des barrages ou encore des écoles, des projets qui auront «le potentiel de créer de l'emploi à grande échelle». M. Ramaphosa, au pouvoir depuis février après la démission forcée de Jacob Zuma, empêtré dans des scandales, a fait de la relance de l'économie sa priorité. Ses premiers résultats sont cependant très décevants. L'Afrique du Sud a replongé dans la récession en 2018, pour la deuxième fois en deux ans. Son produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,7% au deuxième trimestre de l'année 2018, après avoir déjà reculé au premier.

N. T./Agences

Energie

La Chine importe 4,71 millions de tonnes de GNL en août

LA CHINE a importé 4,71 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) en août, en hausse de 51,5% en base annuelle, ont déclaré hier les autorités douanières chinoises. Les importations totales de GNL durant les huit premiers mois ont atteint 32,63 millions de tonnes, soit une augmentation de 47,8% sur un an, selon l'Administration générale des Douanes. La Chine a dépassé la Corée du Sud pour devenir le deuxième importateur de GNL du monde en 2017, selon IHS Markit, une société d'information sur le commerce mondial. Les importations chinoises de gaz naturel ont augmenté pour répondre à une consommation nationale croissante, principalement stimulée par les politiques environnementales visant à remplacer la production d'électricité issue du charbon. Selon un rapport de l'industrie, le pays devrait dépasser le Japon pour devenir le premier importateur de gaz naturel du monde en 2019.

R. E.

Retard dans la viabilisation du programme ADDL à Béjaïa

Les souscripteurs en colère se rassemblent devant le siège de la wilaya

■ Les souscripteurs des logements AADL des années 2002/2013 ou AADL 1 et 2 du programme implanté sur le site d'Ighzer Ouzarif dans la commune de Oued-Ghir, Béjaïa, ont observé avant-hier un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya.

Par Hocine Cherfa

Les souscripteurs AADL qui ne sont pas à leur première action et surtout ces derniers mois «dénoncent le retard dans l'exécution des travaux de viabilisation du site soit, les VRD : voirie et réseaux divers, gaz de ville, eau potable et électricité.

L'action des bénéficiaires de ce programme a été placée sous le slogan «Un toit pour nos enfants», les souscripteurs des logements AADL (2002/2013) (AADL 1, 2) du site Ighzer Ouzarif de la commune de Oued-Ghir (Béjaïa) exigent comme nous le dira Abdelkafi Ahmed, président de l'association El-Amel, des souscripteurs ADDL 1 et 2 «la levée des contraintes empêchant l'avancement des travaux de réalisation des 550 unités restantes du 1^{er} programme de 3 200 logements ADDL et aussi l'exécution des travaux de viabilisation (VRD) à l'arrêt par l'entreprise».

Ils réclament aussi un suivi sérieux du programme par le bureau d'études et également la délocalisation d'une décharge publique située à proximité du site.

«Une décharge à l'origine de l'arrêt des travaux par l'entreprise chargée de la viabilisation des travaux», ajoute notre interlocuteur. «Nous avons rencontré le wali et certains responsables dont le Duch et le Dlep qui nous ont expliqué qu'il y a des contraintes techniques et un rendez-vous est pris pour ce lundi pour une réunion de coordination avec toutes les parties concernées : Duch, Dlep, direction de

l'hydraulique, ADE, Sonelgaz, associations de souscripteurs, marie, etc... Il s'agit, selon notre interlocuteur de faire un point de situation afin de lever les contraintes pour avancer dans les travaux de manière générale».

Les souscripteurs qui sont repartis hier «satisfaits» ont décidé de rester vigilants et de suivre les faits sur le terrain et de réagir en conséquence, ajoute encore notre interlocuteur qui estime que la distribution des 1 800 logements entre ADDL (1 000) et LPA (800) à la fin de l'année n'aura pas lieu à cause du rythme très long dans l'exécution des travaux en général sur ce site. Nous avons appris récemment que le projet des 3 200 logements confié à l'entreprise «Atlas» à Oued-Ghir «avance à une cadence appréciable». Le programme a été lancé au mois de février. Les travaux de réalisation ont atteint un taux très avancé. «Plus de 1 000 logements (gros-œuvre) sont sortis de



terre». S'agissant des 550 unités restant dans le programme des 1 450 logements AADL 2, des souscripteurs attendent toujours le paiement de la troisième tranche. H. C.

Mila

Plus de 1 000 postes d'emploi pour soutenir les écoles primaires

Plus de 1 000 postes d'emploi destinés à soutenir les écoles primaires ont été affectés au bénéfice de la wilaya de Mila, dans le cadre des contrats d'insertion professionnelle, a-t-on appris auprès du directeur de l'Agence de wilaya de l'emploi (Awem), Aïcha Beghiani. Ce quota de postes de travail octroyé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avec la collaboration du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, est destiné à soutenir l'opération de gestion des établissements scolaires du cycle primaire au titre de la saison en cours

dans les spécialités, qui enregistrent un déficit à l'instar de cuisinier de collectivité, technicien dans l'entretien électrique, en plomberie, en chauffage et peinture, a précisé à l'APS, la responsable. Les services de cette agence avec la coordination des autorités locales et des partenaires concernés œuvrent pour l'accélération de l'opération de recrutement afin d'assurer les meilleures conditions de scolarisation, selon la même source, soulignant que sur près de 1 000 postes d'emploi octroyés, 350 jeunes ont été embauchés jusqu'à la première semaine du mois en cours, après l'établissement des

contrats d'intégration et leur transfert aux présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) puis à la direction de l'emploi. La même source a révélé à ce propos que le nombre de demandeurs du travail lié à la filière cuisinier recensé à travers les antennes locales de cette agence est jugé «insuffisant» et dans certains cas «les profils n'étaient pas éligibles». La responsable a assuré que la sortie «prochaine» de la promotion de cuisinier de collectivité devra combler le déficit enregistré et permettre d'étoffer le personnel exerçant dans les cantines scolaires des écoles primaires. Hocine A./APS

Guelma / Lutte contre les risques d'inondation

Lancement prochain de plusieurs projets

Plusieurs projets destinés à protéger trois communes de la wilaya de Guelma contre les risques d'inondation seront lancés avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la direction locale des ressources en eau.

Le responsable du service d'assainissement au sein de cette direction, a indiqué que des procédures administratives sont actuellement «en cours» pour attribuer ces projets aux entreprises concernées et permettre leur réalisation «dans les délais impartis», soulignant que ces projets concernent les communes de Oued Zenati, Boumehra et Ras El Okba. M. Mohamed Tadjine a expliqué que ces opérations portent sur la levée du gel sur le projet d'aménagement de la troisième et dernière tranche du Oued Zenati sur une distance de 1,7 km (les deux premières tranches ayant déjà

été réalisées précédemment, ndr) soulignant que ce oued qui traverse la commune du même nom est souvent en proie aux crues et aux inondations.

Les services de la direction des ressources en eaux s'attèlent actuellement à élaborer un cahier des charges pour le lancement du projet d'aména-

gement de Oued Rouidjel qui serpente la commune de Boumehra, située à 6km du chef-lieu de wilaya. Dans le même contexte, l'année 2018 verra le lancement d'une étude pour la protection de la commune de Ras El Oued (35km à l'ouest de Guelma) contre les inondations soulignant que cette

région de la wilaya est très exposée à ce genre de catastrophes naturelles. La wilaya de Guelma avait connu d'importantes inondations lors de ces dernières décennies parmi lesquelles celles de janvier 1985, qui avaient provoqué l'effondrement de trois ponts dans les communes de Héliopolis, Lefedjoudj

et Boucheghouf et celles de l'été 2002 ayant entre autres causé la mort de plus de 1 400 têtes de bétail et détruit plus de 4 000 arbres fruitiers dans les communes de Hammam N'baïl Lakhzara, Bouhchana, Aïn Sendel et Dahouarar. Amel H.

Médéa/Blida

Un tronçon de 14 km «bientôt» réceptionné

Un tronçon de 14 km du projet de dédoublement d'un axe de 53 km de la RN1 reliant Chiffa (Blida) et Médéa, sera «bientôt» réceptionné, selon les explications fournies à Blida au ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, lors de sa visite au chantier de ce projet dans son axe traversant la wilaya. Cet axe routier sera ouvert au trafic dès le parachèvement des travaux d'équipement des deux tunnels, d'une longueur globale de 9 km, réalisés à son niveau, suite au parachèvement total de

tous les ouvrages d'arts et voies, englobés par le projet, selon les assurances des responsables en charge. Dans son intervention à l'occasion, le ministre a instruit de l'impératif d'accélération des procédures d'acquisition des équipements nécessités pour les deux tunnels en coordination avec les services du Port d'Alger, a-t-il dit, tout en insistant sur la réception de ce projet, d'une importance économique cruciale, «dans les plus brefs délais», a-t-il souligné. Selon les responsables en charge, l'installation des

équipements relatifs au projet, éclairage et aération notamment, interviendra début octobre prochain. Dans une perspective d'éviter d'éventuelles inondations dues à une crue de l'oued Chiffa, un ouvrage a été expressément réalisé pour la collecte des eaux des sources et de ce cours d'eau, a-t-on, également, indiqué sur place. Le ministre poursuivra l'inspection de ce projet dans son axe traversant la wilaya de Médéa, où il aura, également, à visiter d'autres structures relevant de son secteur. R.R.

Tunisie

Trois nouvelles démissions du groupe parlementaire de Nidaa Tounes

■ Trois députés du Mouvement tunisien Nidaa Tounes ont déposé leur démission du groupe parlementaire du mouvement, au niveau de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), a rapporté l'agence de presse tunisienne Tap.

Par Farid M.

Un des députés démissionnaires, Ismail Ben Mahmoud, cité par l'agence, a affirmé avoir déposé par lui-même sa démission au même titre que deux autres députés. «Il n'y a pas eu de coordination entre nous concernant la décision de démissionner», a-t-il toutefois, fait savoir, assurant que sa décision a été prise «après mûre réflexion». Selon lui, l'expérience de Nidaa Tounes et de son groupe parlementaire «ne représente plus le projet national rassembleur de la famille démocratique comme cela fut le cas, lors de la création du parti». Ben Mahmoud n'exclut par ailleurs, pas «un ralliement» à la Coalition nationale dans les prochains jours, estimant que ce nouveau groupe parlementaire nouvellement formé a «pu rassembler les différents courants démocratiques au sein du Parlement et peut y jouer un rôle crucial». Neuf députés de Nidaa Tounes, à noter, ont récemment démissionné de leur bloc parlementaire, selon la Tap, dont huit ont rejoint le nouveau bloc parlementaire, la Coalition nationale. Fin août dernier, des députés de l'ARP ont annoncé la création de la «Coalition nationale» qui regroupe 34 députés dont des indépendants, des démissionnaires de groupes parlementaires des mouvements Machroux Tounes et Nidaa Tounes ainsi que des députés du bloc de l'Union patriotique libre.



Le bilan des pluies diluviennes monte à quatre morts

Le bilan des pluies diluviennes tombées samedi sur le Cap Bon, dans le nord-est de la Tunisie, a grimpé à quatre morts, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Un sexagénaire s'est noyé à Takilsa, à une soixante de kilomètres de Tunis et un autre a été retrouvé mort à Bir Bouregba, près de Hammamet, a indiqué le porte-parole du ministère, Sofiène Zaag. Deux sœurs ont en outre été emportées par les crues soudaines alors qu'elles sortaient de l'usine où elles travaillaient à Bouargoub, 45 km au nord-est de Tunis, selon la même

source. Les réseaux téléphoniques restaient coupés dans cette zone dimanche. L'eau est montée sur plusieurs dizaines de centimètres dans le centre de Nabeul samedi. L'eau est redescendue et la plupart des routes étaient à nouveau praticables hier matin, en dépit de la boue, a indiqué M. Zaag. Le soleil est revenu dans la région, après des pluies qui ont atteint 197 mm d'eau en certains endroits selon lui, soit près de la moitié des précipitations annuelles. Des mesures de prévention ont été prises en prévision d'intempéries attendues hier sur la région du Sahel plus au sud, mais les pluies semblent s'apaiser. Des orages violents ont touché la

Tunisie depuis le milieu de semaine, entraînant inondations récurrentes et dégâts uniquement matériels jusque-là.

Libération des marins-pêcheurs retenus par les autorités italiennes

Les marins-pêcheurs tunisiens retenus par les autorités italiennes depuis plusieurs semaines ont été relâchés et devraient être de retour en Tunisie dans les prochains jours, a annoncé l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (Utap). Le navire de pêche «Bourassine hc 1015» relevant du port de Zarzis qui transportait ces marins-pêcheurs a été saisi,

depuis le 30 août 2018, par les autorités italiennes, lesquelles ont également arrêté son équipage après que ce dernier ait sauvé un groupe de 14 immigrés clandestins et ce, après avoir informé les autorités italiennes concernées à l'avance, selon l'agence Tap. Le secrétaire d'Etat chargé de l'Immigration et des Tunisiens à l'étranger, Adel Jarboui, avait déclaré qu'il s'agissait d'une opération de sauvetage de 14 immigrés clandestins par les pêcheurs retenus. La libération possible de ces marins-pêcheurs a été auparavant annoncée à l'agence Tap par le député à l'ARP, Mohamed Boussouf.

F. M./APS

Sahara occidental

La cause sahraouie à l'honneur au Festival du film africain à Cologne

La question sahraouie a été à l'honneur lors de la 16^e édition du Festival du film africain organisé en Cologne (Allemagne) avec la participation de quatre films sahraouis et la présence de la militante française Claude Mangin Asfari et de l'association de solidarité avec le Sahara occidental «Freiheit für Westsahara». C'est la première fois depuis la création du Festival du film africain que la lutte du peuple sahraoui sera mise en lumière, a rapporté vendredi l'agence Sahara presse service (SPS). A l'occasion de cette manifestation cinématographique, les organisateurs ont diffusé le film s'intitulant «Dis leur que j'existe», qui retrace la lutte menée par le militant sahraoui des droits de l'Homme Naama Asfari, condamné arbitrairement par l'occupant marocain à 30 ans de prison, et de son épouse Claude Mangin Asfari qui multi-

plie les actions pour sensibiliser l'opinion internationale sur la situation du Sahara occidental et pour obtenir la libération de son époux, a ajouté la même source. Le militant des droits de l'Homme sahraoui Naama Asfari avait été condamné par un tribunal militaire marocain, suite à sa participation au camp de Gdeim Lzik en novembre 2010. Pour cette 16^e édition, quatre courts métrages sahraouis participent au Festival du film africain, aux côtés de 75 nouveaux films africains, traitant notamment de différents sujets, tels que la migration intra-africaine, ainsi que la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé. Claude Mangin Asfari figure parmi les 25 invités d'honneur du festival organisé du 13 au 23 septembre 2018. Le but de cette manifestation cinématographique étant la promotion du cinéma africain en Allemagne et

en Europe. Les réalisateurs de films documentaires et d'animation ont été invités à présenter leurs œuvres à l'association «Film initiativ Koln». Pour la militante de la cause sahraouie, Claude Mangin Asfari, «les 4 courts métrages sahraouis retraçant de la vie quotidienne dans les campements de réfugiés sahraouis, montrant leurs espoirs pour l'indépendance et la liberté». Ces documentaires reviennent également sur la répression policière marocaine contre la population civile et les étudiants sahraouis à Agadir (sud du Maroc) qui ont revendiqué légitimement leur droit à la liberté et à l'indépendance. Claude Mangin Asfari avait observé une grève de la faim illimitée en avril dernier, pour protester contre l'interdiction des visites carcérales à son époux et ses 4 expulsions illégales en 2 ans des territoires marocains.

R. M.

Troubles en Libye

Le gouvernement reconnu appelle l'ONU à agir

Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale (GNA) a demandé de l'ONU à prendre des mesures «plus fermes et plus efficaces» pour protéger les civils et arrêter les combats autour de la capitale qui ont fait plus de 100 morts depuis fin août. Dans un communiqué publié dans la nuit de vendredi à samedi, le GNA a appelé la mission de l'ONU en Libye à «placer le Conseil de sécurité (de l'ONU) devant la réalité des événements sanglants en Libye pour qu'il assume sa responsabilité», notamment afin de «protéger» les civils. Malgré un accord de cessez-le-feu conclu le 4 septembre sous l'égide de l'ONU, les affrontements ont repris cette semaine notamment dans le quartier de Salaheddine et sur la route de l'aéroport international de Tripoli, détruit en 2014 par des combats similaires. Samedi matin, les combats se sont arrêtés au len-

demain d'une journée de violences ayant fait au moins 15 morts et des dizaines de blessés, a indiqué la porte-parole du ministère de la Santé, Wedad Abu Al-Niran. Depuis le début des combats au sud de la capitale le 26 août, plus de 100 personnes ont été tuées, selon le gouvernement. Le secrétaire général Antonio Guterres s'est dit «alarmé par le nombre croissant de violations de l'accord de cessez-le-feu» en Libye, dans un communiqué publié vendredi par son porte-parole Stéphane Dujarric. Il a appelé les groupes armés à respecter l'accord et à «s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver les souffrances de la population civile». «M. Guterres souligne que toute personne ayant violé le droit international humanitaire et les droits de l'homme doit être tenue responsable de ses actes», selon M. Dujarric.

Sara H.



Attentat en Iran

Téhéran privilégie la piste séparatiste arabe

■ Les autorités iraniennes privilégient la piste séparatiste arabe, au lendemain de l'attentat ayant coûté la vie à 29 personnes à Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran, et ont également accusé un «petit» État du Golfe d'être derrière cet acte «terroriste».

Par Rima C.

La République islamique a aussi reproché à trois pays européens, le Danemark, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, d'abriter des membres du «Front populaire et démocratique des Arabes d'Ahvaz», groupe séparatiste mis en cause par Téhéran dans cette attaque lors d'un défilé militaire. Selon un bilan officiel, 29 personnes ont été tuées à Ahvaz, capitale de la province du Khouzeistan, par un commando de quatre hommes ayant ouvert le feu samedi matin



PH. > D. R.

sur la foule qui assistait à ce défilé, à l'occasion de la Journée nationale des forces armées, qui marque chaque année l'anniversaire du déclenchement, par Bagdad, de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Le Khouzeistan est peuplé majoritairement d'arabes. Le drame d'Ahvaz a fait la une des journaux iraniens, hier, nombre de quotidiens publiant les photos de soldats portant des enfants tombés sous les

balles du commando, dont les quatre membres ont été tués. Plusieurs titres ont insisté sur l'«unité» de la nation iranienne face à cette attaque. «Nous n'avons aucun doute sur l'identité de ceux qui ont fait ça», a dit le président iranien Hassan Rohani, avant de décoller pour New York, où il participera à l'Assemblée générale annuelle des Nations unies. «Tant que (le dictateur irakien) Saddam (Husseïn) était en vie, ils étaient ses mercenaires», a dénoncé M. Rohani, dans une allusion au groupe séparatiste arabe incriminé. «Ensuite, ils ont changé de maître et un des pays de la rive sud du golfe Persique s'est chargé de les soutenir», a

poursuivi le président iranien, sans nommer le moindre pays. «Tous ces petits pays mercenaires que nous voyons dans la région sont soutenus par les États-Unis. Ils sont encouragés par les Américains», a encore dit M. Rohani. Abbas Araghchi, vice-ministre des Affaires étrangères iraniennes, a annoncé sur son compte Instagram que le chargé d'affaires des Emirats arabes unis à Téhéran allait être convoqué hier à cause de propos tenus par des «responsables de ce pays» sur l'attentat d'Ahvaz. Le groupe jhādiste État islamique (EI) a revendiqué l'attentat d'Ahvaz, mais les autorités iraniennes ne semblent pas prendre cette revendication au sérieux. Le ministère des Affaires étrangères iraniennes a annoncé dans la nuit avoir convoqué samedi les diplomates représentant le Danemark, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas à Téhéran. Il leur a fait part des «fortes protestations de l'Iran contre le fait que leurs pays respectifs abritent certains membres du groupe terroriste ayant perpétré l'attaque d'Ahvaz». Une revendication, au nom du «Front populaire et démocratique des arabes d'Ahvaz», a été diffusée samedi sur une chaîne satellitaire, Iran International. Dans un communiqué publié sur son site, ce groupe a nié toute implication, et accusé les autorités de Téhéran d'avoir commandité l'attaque pour détourner l'attention du soutien qu'elles apportent «à des milices dans la région». Ignorant

ce démenti, la République islamique a haussé le ton envers la Grande-Bretagne: les Affaires étrangères ont dit avoir insisté auprès du chargé d'affaires britannique sur le fait qu'il était «inacceptable que le porte-parole (de ce groupe séparatiste) soit autorisé à revendiquer cet acte terroriste à l'antenne d'une TV basée à Londres». Samedi, la Russie, la Turquie, la Syrie et la France ont condamné fermement l'attentat d'Ahvaz. Le guide suprême iraniens, l'ayatollah Ali Khamenei, a vu dans cette attaque «une continuation de la conspiration des gouvernements de la région à la solde des États-Unis». D'autres responsables iraniens ont accusé, qui l'Arabie saoudite, qui «deux États (arabes) du Golfe» d'avoir armé ou financé le commando. L'Arabie saoudite, alliée des États-Unis, est le grand rival régional de l'Iran. Les deux pays s'opposent sur de nombreux dossiers au Moyen-Orient, notamment dans les conflits en Syrie et au Yémen. Téhéran et Riyad ont rompu leurs relations diplomatiques en janvier 2016. L'Iran entretient également des relations tendues avec les Emirats, dont ils dénoncent régulièrement la participation à la coalition militaire sous commandement saoudien qui combat au Yémen contre les rebelles Houthis. Téhéran dit soutenir politiquement cette rébellion, mais pas militairement. R. C.



Points chauds

Dialogue

Par Fouzia Mahmoudi

L'un des accomplissements les plus notables de Donald Trump, durant ses deux années passées à la Maison-Blanche, est sans conteste le dialogue inédit et inespéré entamé avec la Corée du Nord. Un dialogue qui a déjà mené à la signature d'un document commun après un sommet exceptionnel entre Kim Jong Un et Donald Trump. Aujourd'hui, les États-Unis ont salué les «engagements importants» pris par la Corée du Nord lors du Sommet intercoréen de Pyongyang, et se sont dits prêts à reprendre les négociations «immédiatement» en vue d'une «dénucéarisation rapide» qui devra s'achever «d'ici à janvier 2021». Dans un communiqué, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo affirme avoir «invité ce matin» son homologue nord-coréen Ri Yong Ho à le rencontrer «la semaine prochaine à New York» en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. «Les États-Unis félicitent le président Moon Jae-in et le président Kim Jong Un pour l'issue positive de leur Sommet à Pyongyang», a-t-il déclaré, saluant le fait que les dirigeants sud-coréen et nord-coréen aient «réaffirmé» l'engagement en faveur d'une «dénucéarisation complète de la péninsule coréenne». Il a particulièrement applaudi la décision nord-coréenne de «compléter le démantèlement déjà annoncé du site de Tongchang-ri», dédié aux tests de moteurs de missiles, «en présence d'inspecteurs américains et internationaux», ainsi que la proposition d'un «démantèlement permanent de toutes les installations à Yongbyon en présence d'inspecteurs américains et de l'Agence internationale de l'énergie atomique». Kim Jong Un s'est dit prêt à fermer ce complexe nucléaire mais à condition que Washington prenne «des mesures correspondantes», auxquelles Mike Pompeo ne fait pas allusion dans son communiqué. «Sur la base de ces engagements importants», qui sont des pas «vers la dénucléarisation définitive et entièrement vérifiée» souhaitée par les États-Unis, ces derniers «sont prêts à reprendre immédiatement des négociations pour transformer les relations entre les deux pays», a annoncé le chef de la diplomatie américaine. Ces négociations étaient en pause après le Sommet historique de juin entre Donald Trump et Kim Jong Un, au cours duquel le dirigeant nord-coréen avait réitéré un engagement ancien et vague en faveur de la «dénucéarisation complète de la péninsule coréenne» mais sans modalités ni calendrier. Aujourd'hui, les engagements se font plus clairs et l'espoir de voir un accord de paix rapide être trouvé est à portée de main. Reste à savoir si le dirigeant nord-coréen continuera à montrer la bonne volonté dont il a fait preuve ces derniers mois et enterrera définitivement la hache de guerre avec ses ennemis historiques tournant une nouvelle page pour son pays et son peuple. F. M.

Assemblée générale de l'ONU/Trump

Main de fer contre l'Iran, gant de velours pour la Corée du Nord

Pour sa deuxième Assemblée générale de l'ONU, l'imprévisible président américain Donald Trump est attendu cette semaine à New York avec circonspection par ses adversaires comme ses alliés. Avec un Conseil de sécurité «plus divisé que jamais», dirigé ce mois-ci, hasard du calendrier, par les États-Unis, «on n'a aucune idée de ce qu'il fera ou dira», confie-t-on au siège de l'ONU. L'an dernier, Donald Trump avait promis «de détruire totalement» la Corée du Nord en cas d'attaque de ce pays. Cette année, l'heure est à la détente, avec une nouvelle rencontre envisagée prochainement entre les chefs de la diplomatie américaine et nord-coréenne. Mais le rapprochement spectaculaire entre les deux adversaires n'a pas donné lieu jusqu'à présent à des avancées vers une dénucléarisation de la péninsule. «Des pas de bébé sont faits dans la bonne direction», a résumé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. Jeudi, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, présidera une réunion du Conseil de sécurité visant à ressouder la communauté internationale après les accusations de «tricherie» et de «mensonges» échangées entre Américains et Russes dans l'application des sanctions contre Pyongyang. Sur l'Iran, «on ne s'at-

tend pas à un grand moment de réconciliation entre les deux présidents, américain et iranien», note-t-on dans l'entourage du chef d'État français, Emmanuel Macron, qui sera présent à New York. «Tant qu'il n'y a pas de volonté d'engager le dialogue des deux côtés, on ne pourra pas le forcer», relève-t-on. L'administration américaine, qui souhaite un traité avec l'Iran englobant nucléaire et missiles balistiques, se dit prête à rencontrer des responsables iraniens mais assure que Téhéran s'y refuse jusqu'à présent. Mercredi, le Conseil de sécurité «attirera comme jamais l'attention», selon Nikki Haley. Comme d'autres chefs d'État américains en leur temps, Donald Trump présidera, marteau à la main, une réunion de chefs d'État ou de gouvernement avec en ligne de mire l'Iran, bête noire de Washington accusée de déstabiliser le Moyen-Orient. Absents de l'Assemblée générale, les présidents russe et chinois n'assisteront pas à cette session sur la non-prolifération des armes de destruction massive qui permettra d'aborder les dossiers syrien, nord-coréen et de l'empoisonnement d'espions russes au Royaume-Uni. Les États-Unis exercent une «stratégie de pression maximale» sur l'Iran, «mais avec quel calendrier,

quel objectif véritable, à travers quelles incitations?», s'interroge-t-on en Europe, alors que Washington est soupçonné de vouloir un changement de régime dans ce pays. La réunion mercredi du Conseil pourrait de surcroît se retourner contre les États-Unis alors que leurs partenaires cherchent toujours à sauver l'accord nucléaire de 2015 et leurs intérêts économiques. Le siège de l'ONU, transformé par la police en camp retranché dans l'est de Manhattan, et son secrétaire général, le Portugais António Guterres, attendent environ 130 chefs d'État et de gouvernement – en hausse par rapport à 2017 – quatre vice-présidents et plus de 40 ministres des Affaires étrangères. Une semaine de discours – un par pays, 193 nations formant l'ONU – d'apartés et d'événements en tous genres sont prévus : défense de l'éducation, lutte contre l'antisémitisme, le plastique qui pollue, la tuberculose, inauguration d'une statue de Nelson Mandela, discours cubain dans une église, show d'un groupe pop... Le climat, considéré par certains dirigeants comme la menace principale pour la planète, fera l'objet d'une mobilisation particulière.



Arts plastiques

Le grand miniaturiste Adjaout expose à Alger

■ *Le miniaturiste et enlumineur Mustapha Adjaout a dévoilé une quarantaine d'œuvres de miniatures et d'art décoratif dans une exposition inaugurée samedi soir à Alger.*

Par Slim O.

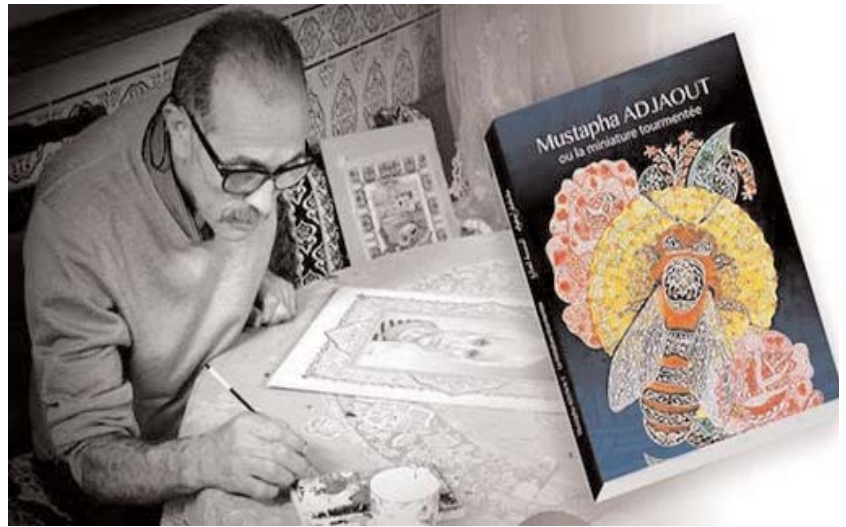
Intitulée «Atelier Adjaout», l'exposition visible jusqu'au 22 octobre à la galerie du Palais de la culture Moufidi-Zakaria, présente au public les créations de l'artiste et de ses deux fils, spécialisés dans la céramique et le bois peint.

En petits et en grands formats, les œuvres de Mustapha Adjaout évoquent des thématiques relatives à la lutte pour la Libération nationale, la vie paysanne et au patrimoine. Riches en couleurs, ses œuvres empreintes de fraîcheur reflètent le vécu social et des souvenirs d'enfance de l'artiste, imprimés sur des miniatures retraçant la vie paysanne, notamment dans «La sueur du paysan» et «Pastèque». D'autres œuvres évoquent la lutte du peuple algé-

rien pour l'indépendance, à travers des scènes décrivant la vie quotidienne des paysans comme dans «Dépossession», «Famille dans un abri» et «Notre mère la terre».

Dans un portrait dédié à l'écrivain engagé pour l'indépendance de l'Algérie, Mouloud Feraoun, Adjaout rend hommage à celui qui fut le premier à l'initier dans la voie de l'art. L'exposition permet également au public de (re)découvrir des modèles de plafonds en miniature de grandes résidences officielles comme le Salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger et la Maison de l'artisanat de Relizane, œuvres de l'artiste et ses fils.

Inspirées du patrimoine et de l'histoire de l'Algérie, les œuvres de Mustapha Adjaout sont le «reflet d'une vive réalité profonde



et légitime ou s'entrechoquent la tradition et la modernité», a résumé l'artiste. Diplômé de l'Ecole des beaux-arts d'Alger, Mustapha Adjaout s'intéresse dès son jeune âge à la miniature,

l'enluminure, la décoration sur bois et la calligraphie arabe. L'artiste qui avait enseigné la décoration et l'enluminure a participé à plusieurs expositions en Algérie et à l'étranger, notam-

ment en France, au Liban et en Tunisie. Mustapha Adjaout a été lauréat du Grand prix national des arts et des lettres en 1972.

S. O./APS

Festival d'Annaba du film méditerranéen

Création prochaine du prix Djamel Allam de la meilleure musique de film

Le prix du défunt Djamel Allam de la meilleure musique de film sera créé lors de la prochaine édition du Festival du film d'Annaba, prévu en 2019, a-t-on appris, samedi, du Commissariat du festival. Ce prix du nom du

regretté artiste Djamel Allam de la meilleure musique de film sera décerné en hommage à sa mémoire, d'autant que conformément au communiqué du Commissariat, «le défunt était toujours au rendez-vous de cette

manifestation cinématographique qui fait la fierté de la ville d'Annaba». Selon le communiqué du Commissariat, le défunt Djamel Allam a toujours été présent et fidèle à toutes les éditions du cinéma méditerranéen depuis

sa création à Annaba, indiquant que la prochaine édition rendra un hommage spécial au défunt, à travers la projection de ses films et en invitant ses fans et proches à interpréter ses plus belles chansons lors de l'une des

soirées du festival. Le regretté Djamel Allam a contribué à enrichir la scène artistique nationale avec un répertoire de chansons et d'œuvres artistiques avant de décéder, le 15 septembre à l'âge de 71 ans.

Amine H.

Associations à Tizi-Ouzou

Plus de 7 000 ouvrages offerts par le ministère de la Culture

Un lot de 7 000 livres a été offert par le ministère de la Culture à des associations de la wilaya de Tizi-Ouzou, afin d'encourager la lecture publique, a-t-on appris samedi de la directrice

locale de la Culture, Nabila Goumeziene.

Ce don constitué de livres, de différentes langues et disciplines, est le troisième dont a bénéficié la wilaya depuis le

début de l'année en cours, a ajouté le responsable, soulignant que le but de cette initiative est de promouvoir la lecture au sein de la population.

La distribution des livres aux

associations a été entamée symboliquement jeudi, à l'occasion de la fête religieuse d'Achoura, par la remise d'un quota à l'association culturelle «Mbarek-Ait Menguellet» du village Ighil

Bouamass (Iboudrarene), en présence du chanteur Lounis Ait Menguellet, enfant du village, a-t-on appris de même source.

Avec ce troisième don, ce sont plus de 20 000 ouvrages qui ont été remis aux associations et institutions de la wilaya de Tizi-Ouzou, a précisé M^{me} Goumeziene, rappelant que la wilaya compte plus de 50 bibliothèques communales équipées, plusieurs salles de lecture et des bibliothèques semi-urbaines ainsi qu'une bibliothèque principale de lecture publique sise au chef-lieu de wilaya.

En 2017, le ministère de la Culture a offert aux associations et institutions de Tizi Ouzou un total de 25 000 livres, a-t-on rappelé.

APS

Festival national de la poésie Melhoun à Mostaganem

Poursuivre la documentation écrite et audiovisuelle du legs populaire

La poursuite de la documentation écrite et audiovisuelle du legs populaire a été recommandée au terme de la 6^e édition du Festival national de la poésie Melhoun, tenue à Mostaganem.

Les recommandations ont insisté sur l'approfondissement des travaux de prospection et de répertoire avec l'université pour réserver un grand espace à la littérature algérienne dans les programmes scolaires, a souligné la secrétaire de la commission, Warda Khaïlia.

La commission a appelé à relancer le concours des jeunes créateurs en poésie populaire et à organiser des ateliers d'écriture poétique populaire pour débutants, encadrés par des poètes pour leur apprendre les techniques d'écriture artistique et créative. La cérémonie de clôture de ce festival, tenue vendredi soir au théâtre régional «Djillali-Benabdelhalim», a été marquée par la présentation du bilan d'ac-

tivités de ce rendez-vous culturel de 2013 à 2017, en plus d'hommages à des personnalités artistiques dont Cheikh Hamada (1889-1968), Hadj Bendenia (1904-1974), Charef Bekheira (1919-1990), Habib Hachelaf (1924-2005), Djillali Ain Tédélès (1930-1995) et Ahmed Zeghiche (1954-2017). Plusieurs qacdate ont été récitées par Nacer

Hadjadj, Abdelkader Arabi, Hadj Bainine, Wahida Tayeb Belmehal à cette occasion. Le public a également gratifié de chants de cheikh Bendehiba Touhari en melhoun bedoui, de cheikh Abdelkader Belmahi, Amine Houki et Lahcen Drissi en melhoun. Cette édition de trois jours a été marquée par un colloque national sur la poésie melhoun,

une cérémonie honorant l'artiste cheikh Djillali Bensebbane (1906-2005) et l'édition de publications dont la revue «Message du melhoun algérien» et les travaux de la 5^e édition du colloque «El Melhoun, un patrimoine vivant».

Racim C.

Festival du cinéma polonais de Gdynia

«Cold War» remporte les Lions d'or

L'histoire d'un amour tourmenté en pleine Guerre froide, le film «Cold War» de Pawel Pawlikowski, déjà prix de la mise en scène à Cannes, s'est adjugé samedi les Lions d'or du Festival du cinéma polonais de Gdynia.

Tournée dans un noir et blanc élégant, le film marque cette année un retour en force du réalisateur d'«Ida», Oscar du meilleur film étranger en 2015. Le prix du public et celui des journalistes est allé à «Kler» (Le clergé)

de Wojciech Smarzowski, un film anticlérical qui a suscité une vive émotion avant même sa sortie en salles prévue vendredi prochain, dans une Pologne largement catholique où l'Eglise joue un rôle important dans la vie sociale et politique.

La veille du gala final, ce film qui dénonce l'avidité ou encore la pédophilie au sein de l'Eglise polonaise s'est vu refuser par une chaîne de la radio publique le prix accordé traditionnellement au film le plus longue-

ment applaudi par le public.

Comme motif de la décision, la chaîne a invoqué des problèmes techniques «pour mesurer la durée des applaudissements».

Le prix des Lions de platine, pour l'ensemble de la carrière, a été accordé au réalisateur, scénariste et acteur Jerzy Skolimowski, auteur notamment de «Quatre nuits avec Anna», «Essential Killing» récompensé à la Mostra de Venise, et «11 minutes».



Ligue 1 Mobilis (7^e journée)
Le MCO enfonce le Doyen

LE MC ORAN s'est extirpé de la zone de relégation pour s'installer confortablement à la 9^e place du classement général de la Ligue 1 Mobilis de football, après sa victoire (4-3) contre le MC Alger, en match de la 7^e journée, disputé vendredi, au moment où le mal-classé DRB Tadjenanet s'est donné un gros bol air dans la course au maintien, en disposant de la JS Saoura (1-0), alors que le NA Hussein Dey a été tenu en échec à domicile par l'USM Bel-Abbès (0-0). Comme ce fut le cas la semaine dernière contre le Paradou AC, le MCO a commencé par mener confortablement (3-0), grâce à Ziri-Hammar (1'), Zakaria Mansouri (33') et Rachid Nadji (37'), avant de se faire rejoindre au score (3-3). En effet, dans l'obligation de réagir après la grosse débauche à domicile contre la JS Kabylie (0-5), le Doyen est admirablement bien revenu dans ce match, d'abord grâce à l'ancien Nahdiste Sofiane Bendebka qui a réduit le score à 3-1 (42'), puis Hicham Nekkache (47') et Ibrahim Amada (61'). Mais c'était sans compter sur la détermination du MCO qui semblait décidé à profiter de l'avantage du terrain pour gagner et quitter ainsi sa position de premier club reléguable. Chose qui à force d'insister a fini par arriver à la 76', lorsque l'ancien belouizdadi Bouchar a planté une quatrième banderille, offrant un précieux succès aux gars d'El-Hamri, désormais 9^e, à égalité parfaite avec leur adversaire du jour, qui compte également huit points. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le mal-classé DRB Tadjenanet s'était donné une grosse bouffée d'oxygène dans la course au maintien, en battant la JS Saoura (1-0), grâce à un penalty d'Aribi (54'). Un précieux succès, qui permet au DRBT de remonter à la 11^e place du classement général avec sept points, mais avec seulement trois longueurs d'avance sur l'avant-dernier, l'USM Bel-Abbès, qui au même moment avait ramené un nul vierge de son déplacement chez le NA Hussein Dey. A noter que le DRBT et la JSS ont terminé le match à dix, après les expul-

sions de Bousmaha, côté JS Saoura (90'+5), et Mokrani côté Tadjenanet (90'+6), mais sans influencer sur le résultat final de cette rencontre, soldée par une précieuse victoire de l'équipe locale (1-0). Il est à signaler aussi que le capitaine Nahdiste Ahmed Gasmi, pourtant réputé pour être «un spécialiste des balles arrê-tées», a raté un penalty à la 61', qui dans le cas contraire aurait peut-être pu donner une tout autre tournure à cette rencontre, surtout qu'il restait encore pas mal de temps à jouer. Ainsi, le Nasria reste ex aequo avec l'USM Alger et le CS Constantine, avec 12 points pour chaque club, alors que s'il avait gagné contre l'USMBA il aurait pu s'emparer seul de la deuxième place au classement général, à seulement une longueur du leader Kabylie. En effet, vendredi, la JS Kabylie avait profité de la réception du CR Belouizdad pour s'emparer seule du leadership de la Ligue 1 Mobilis, après sa victoire par deux buts à zéro, grâce notamment à Mehdi Benalidja (sp 45'+3) et Fiston Uche (72'). Mais le bonheur des Canaris a contrasté avec le désarroi des Belouizdadi, qui après cette énième défaite restent scotchés à leur place de lanterne rouge avec seulement deux unités au compteur. Le bal de cette 7^e journée a été ouvert par l'USM Alger, qui dès jeudi avait assez facilement disposé de l'AS Ain M'liia (3-0) grâce notamment à son maître artillerie Mokhtar Benmoussa, ayant ouvert la marque sur penalty à la 12', avant que Benghit ne double la mise à la 14' et que le transfuge du CA Batna, Mahious, ne clôture le festival par un troisième et dernier but à la 45'. Un précieux succès qui permet aux gars de Soustara de se hisser à la deuxième place du classement général avec douze unités, tout en ayant deux matchs en retard, alors que l'ASAM a rétrogradé à la 6^e place, qu'elle occupe avec neuf points. De son côté, le champion en titre, le CS Constantine, n'a pas tardé à rejoindre l'USM Alger à la deuxième place du classement général, en dominant le Paradou AC (2-0), alors que le CA Bordj Bou Arréridj a été tenu en échec à domicile par le MO Béjaïa (1-1). Les débats de cette 7^e journée se clôtureront le 7 octobre prochain, avec le déroulement du choc Olympique de Médéa-ES Sétif, programmé au Stade Imam-Lyès à 16h00. **R. S.**

Résultats et classement :

USMA - ASAM	3-0
CSC - PAC	2-0
JSK - CRB	2-0
CABBA - MOB	1-1
NAHD - USMBA	0-0
DRBT - JSS	1-0
MCO - MCA	4-3

	Pts	J
1). JS Kabylie	15	7
2). USM Alger	12	5
-). CS Constantine	12	7
-). NA Hussein Dey	12	7
5). ES Sétif	11	6
6). AS Ain M'liia	9	7
-). Paradou AC	9	7
-). MO Béjaïa	9	6
9). MC Alger	8	7
-). MC Oran	8	7
11). O. Médéa	7	6
-). JS Saoura	7	7
-). CABB Arréridj	7	7
-). DRB Tadjenanet	7	7
15). USM Bel-Abbès	4	6
16). CR Belouizdad	2	7

Mahrez, Bounedjah ont fait parler la poudre

Belamadi rassuré par les attaquants

■ Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, devrait être rassuré par les performances de ses attaquants évoluant à l'étranger, à l'image de Riad Mahrez de Manchester City et de Baghdad Bounedjah d'Essad du Qatar, même si le contexte est différent pour les deux formations.

Par Mahfoud M.

I l faut savoir, en effet, que Mahrez traversait une étape difficile et un passage à vide avec les Citizens, sachant qu'il était pour la plupart du temps confiné au rôle de remplaçant, alors que Bounedjah est sur une belle lancée et collectionne les belles performances que ce soit en championnat local ou en Coupe d'Asie. Mahrez a donc mis fin à la stérilité qui le caractérisait depuis sont enrôlement par le champion d'Angleterre en titre, Manchester City, en réussissant un doublé lors du match qui a opposé son équipe aux Gallois de Cardiff, en 30 minutes seulement en match comptant pour la sixième journée de championnat d'Angleterre de première division. Incorporé par l'entraîneur Guardiola à la 61^e minute à la place de l'Argentin Agüero, l'ailier algérien n'a pas mis beaucoup de temps pour s'illustrer sur le terrain en inscrivant tout d'abord son premier but sous les couleurs des Citizens à la 67^e avant de conclure le festival offensif de son équipe en marquant le cinquième but de la partie à la 89^e minute. A la 67^e minute, gros travail de Sterling qui décale à gauche pour Gundogan qui centre sur Mahrez qui n'a qu'à pousser le ballon dans le but. Et à l'avant-dernière minute du match, l'Algérien intercepte une passe dans la surface et enroule sur la droite du gardien. Un doublé qui devrait permettre au meilleur joueur du championnat d'Angleterre 2016 de lancer véritablement sa saison après une entame difficile avec les champions d'Angleterre. Deux buts qui vont sans aucun doute lui faire beaucoup de bien pour la suite de la saison qui promet beaucoup. «J'avais besoin d'un peu de temps pour marquer mais j'étais sûr que j'allais le faire. Je vais faire le maximum pour aider mon équipe», a déclaré Mahrez à l'issue de la rencontre. L'entraîneur Guardiola a été élogieux envers l'international algérien : «Mahrez a bien joué. C'est un joueur qui va beaucoup



Mahrez assure et rassure Belmadi

nous aider. Il a beaucoup de talent. Devant le but, il est incroyable. Nous sommes très satisfaits de l'avoir», a-t-il indiqué à la presse. De son côté, le buteur algérien d'Essad, Baghdad Bounedjah, a claqué un doublé lors du match qui a opposé son équipe à la formation d'Al Rayyan dans un choc du championnat qatari. L'ancien attaquant d'El Harrach a inscrit le premier but à la 11^e minute lorsqu'il a profité d'une superbe longue passe de son arrière droit Hamid Ismael entre les deux défenseurs pour lobber le gardien à l'entrée de la surface d'une tête astucieuse.

Bounedjah toujours prolifique, Atal s'illustre

L'attaquant Algérien à ensuite marqué le troisième but de son équipe, son second de la rencontre, toujours de la tête sur un coup franc de Xavi (70'). Victoire 5-0 d'Al Sadd qui prend seul les commandes. Pour Bounedjah c'est le deuxième doublé de la saison, après un triplé et septuplé. Il reste le meilleur buteur du championnat avec 13 buts en 5

journées, 16 buts en comptant la Champions League. Un autre international, un défenseur cette fois-ci, s'est bien comporté en championnat français. Il s'agit de Youcef Atal, le latéral droit de Nice qui a été titularisé face à Nice et qui a eu un bon comportement. Il aura été une nouvelle fois très bon aussi bien offensivement que défensivement mettant en difficulté son vis-à-vis, l'international camerounais Oyongo.

Atal a débuté avec une ouverture vers Mario Balotelli qui a eu l'opportunité d'ouvrir le score dès la 2^e minute de jeu, mais le gardien Lecomte est sorti du poing devant lui. Ensuite il s'est retrouvé par terre balle au pied dans la surface adverse comme souvent, mais l'arbitre n'a pas bronché (7'). Youcef Atal a sauvé son équipe d'un but en sortant la balle sur sa ligne au second poteau suite à un corner de Montpellier puis un tir de Le Tallec (20'). Il a aussi réussi un beau tacle sur Ninga (37') avant de repartir avec la balle. De bon augure donc pour la sélection nationale en prévision du prochain match des éliminatoires de la CAN face au Bénin.

M. M.

Ligue des champions de la CAF

Ce sera El Ahly pour l'Entente

LES Sétif affrontera Al Ahly en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique de football prévue en octobre prochain après la qualification des Egyptiens samedi soir contre Horoya sur le score de 4-0 en quarts de finale retour. La demi-finale aller se déroulera au Caire

le 2 octobre, alors que la manche retour est prévue le 23 octobre prochain au stade 8-Mai de Sétif. L'autre demi-finale opposera les Angolais de Primeiro de Agosto et les Tunisiens de l'ES Tunis. Le match aller se jouera à Luanda et le retour à Rades (Tunis).

Judo / Championnats du monde 2018

Fethi Nourine sorti par un Coréen

Le judoka Fethi Nourine, un des deux représentants algériens aux championnats du monde actuellement en cours à Bakou (Azerbaïdjan), a remporté ses deux premiers combats chez les moins de 73 kg, avant de s'incliner dans le troisième, face au Coréen An Changrim, le

futur médaillé d'or dans cette catégorie. Versé dans la poule «C», Nourine a commencé par dominer l'Américain Alexander Turner, avant d'enchaîner avec le Monténégrin Nikola Gusic. Mais il a eu la malchance de tomber dès le troisième tour sur le terrable An Changrim, qui a terras-

sé les meilleurs judokas au monde dans cette catégorie de poids et s'adjuger ainsi la médaille d'or. Précocement éliminé, Nourine (27 ans) n'a pas pu prétendre aux matchs de classement pour essayer d'accrocher la 5^e place.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ain Témouchent

16 harraga secourus en mer

QUELQUE 16 candidats à l'émigration clandestine dont l'embarcation a échoué en mer, ont été secourus, dimanche près de la plage de Nedjma, relevant de la commune d'Ouled Boudjemaâ (Ain Témouchent), a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya. Les éléments de la Protection civile, en collaboration avec des unités de gardes-côtes, sont intervenus aux environs de 4 heures du matin ce dimanche, pour secou-

rir les 16 personnes, âgées entre 17 et 23 ans, après que leur embarcation ait chaviré au large, ajoute-t-on de même source. Ces candidats à l'émigration clandestine, «*tous originaires d'Oran, sont en bonne santé*» et ont été présentés aux services de la sûreté. Les services de la Gendarmerie nationale territorialement compétents ont ouvert une enquête pour connaître les circonstances de cette affaire.

Yanis G.

Culture/BD

17 pays participent au 11^e Festival international de la bande dessinée d'Alger

DES BÉDÉISTES de dix-sept pays participeront au 11^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), prévu du 2 au 6 octobre prochain, avec le Canada en invité d'honneur, ont annoncé dimanche à Alger les organisateurs. L'édition 2018 de ce rendez-vous annuel dédié au 9^e art sera marquée par diverses activités à l'Esplanade Riadh El Feth à Alger.

En plus du Canada, pays à l'honneur avec 8 auteurs, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Togo, l'Egypte, le Liban, la Tunisie et – pour la première fois – la Suède et la Colombie, participeront à ce 11^e Fibda. Les visiteurs, qui

devront s'acquitter d'une somme «*symbolique*» de 300 DA, auront l'opportunité de découvrir les créations de bédéistes de renom, à l'image de Julie Rochereau, Jean-Paul Eid et Guy Delisle (Canada), Antonio Altarriba Ordonez (Espagne) aux côtés de bédéistes algériens comme Nawel Ouaret et le français Philippe Brocard, commissaire du Festival de la bande dessinée de Lyon (France).

Des tables rondes et des conférences sur l'histoire et les métiers de la BD, animés par des bédéistes, seront au rendez-vous du 11^e Fibda qui prévoit, d'autre part, des ateliers d'initiation et de formation au 9^e art en plus des concours, sponsorisés par des établissements financiers et instituts culturels étrangers, accrédités en Algérie. Par ailleurs, des expositions et des performances en live sont au programme de cette édition placée sous le thème du «*vivre-ensemble*».

Le 11^e Fibda prévoit également des activités dans les hôpitaux de l'Algérois au profit des enfants, invités aussi à participer au concours de déguisement «*Cosplay*», organisé par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et les éditions spécialisées dans la BD et le manga «*Z-Link*».

Racim C.

Aéroport Abane-Ramdane Un taser et une quantité de drogue saisis

«**LES ÉLÉMENTS** de la police des frontières de l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa ont traité récemment deux affaires liées à l'importation de marchandises prohibées, à savoir un pistolet à pulsion électrique «*Taser*» et une détention de drogue impliquant deux personnes», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le pistolet électrique a été retrouvé dans une valise d'un ressortissant algérien en provenance de Lyon (France) après le contrôle au scanner. Il s'agit, selon la même source d'un dénommé A.M. 26 ans. Un dossier pénal a été élaboré à son encontre pour importation de marchandise prohibée. Il a été transféré aux autorités compétentes pour la poursuite de la procédure judiciaire. Le deuxième individu est un franco-algérien âgé de 29 ans et répondant aux initiales de M.M. Ce dernier accompagnait son frère à l'aéroport pour voyager en France, précise notre source.

H.C.

L'EUROPE FACE AUX FLUX MIGRATOIRES



Louvis

Djalou@hotmail.com

Cambriolages à Béjaïa

Un gang de dix personnes démantelé

«*Un gang spécialisé dans le cambriolage de maisons et de magasins commerciaux a été démantelé à Béjaïa ces derniers jours par la brigade criminelle de la sûreté de wilaya*», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Par Hocine C.

Le groupe est composé de 10 individus âgés entre 19 et 45 ans. Lesquels ont dérobé du matériel électronique, des bijoux, des sommes d'argent, des téléphones portables et d'autres objets de valeur. Les malfaiteurs étaient à l'origine de plusieurs vols soit, 28 affaires au total, au niveau de la ville de Béjaïa, surtout au quartier de Tala Ouriane et les alentours.

Les services de sécurité ont agi suite à plusieurs plaintes de citoyens pour cambriolages et

vols de leurs maisons et locaux commerciaux. Et suite à une enquête qui a été marquée par des filatures des suspects ces deniers qui ne sont, pour la majorité, que les voisins des victimes, ont été identifiés et arrêtés. Il s'agit de B.Y. 21 ans, A.H. alias «*Massi*», âgé de 19 ans, tous deux résidant à Béjaïa. Après quoi, les autres membres du gang seront arrêtés par la suite.

«*La perquisition des domiciles des malfaiteurs par la police a permis la récupération de plusieurs objets dont du matériel*

électronique, des bijoux, etc.», précise la même source. Et d'ajouter : «*ces objets ont été restitués à leurs propriétaires*».

Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des mis en cause qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui les a écroués pour les charges d'association de malfaiteurs, vol en réunion, vol qualifié avec circonstances de nuit, utilisation de véhicules, recel d'objets volés, etc. Ils ont été ensuite écroués.

H. C.

Oran

Quatre ans de prison ferme à l'encontre de l'auteur du détournement d'une jeune fille

LE TRIBUNAL correctionnel de Hai Djamel Eddine d'Oran a prononcé dimanche une peine de quatre ans de prison ferme à l'encontre d'un jeune de 23 ans accusé du détournement d'une adolescente, Fatima-Zohra (14 ans), le 5 septembre dernier, jour de la rentrée scolaire. Le même tribunal a également prononcé une peine de deux ans de prison ferme à l'encontre du complice de l'accusé qui lui avait loué une maison à Sidi El-Bachir. Auparavant, le représentant du ministère public avait requis une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des deux

accusés. Dans l'après-midi du 5 septembre dernier, jour de la nouvelle rentrée scolaire, Fatima-Zohra, habitant le quartier d'El-Maqqari, a été portée disparue et n'a donné aucun signe de vie. Ses parents ont alors donné l'alerte à la 4^e sûreté urbaine, qui a immédiatement lancé un appel à témoins. Une enquête a été ouverte le jour même par les services de la police judiciaire et la brigade de la protection des mineurs de la sûreté de la wilaya d'Oran et un avis de recherches a été lancé, notamment, sur les réseaux sociaux afin de recueillir le maximum de

témoignages. Les enquêteurs ont réussi à retrouver la jeune Fatima-Zohra, saine et sauve, le 9 septembre, mais les investigations menées sur les circonstances de sa disparition ont montré qu'il s'agissait d'une affaire de détournement de mineure et non d'un enlèvement. En effet, Fatima-Zohra a été retrouvée dans un quartier non loin du secteur El Makkari, où elle habite, avaient indiqué les enquêteurs, ajoutant que l'auteur de ce détournement de mineure est âgé de 23 ans et n'est autre que son propre cousin.

Tahira F.